

## **Seul le texte prononcé fait foi**

Consultation sur la Douzième reconstitution  
des ressources du FIDA  
Deuxième réunion de la deuxième session

Discours d'ouverture de  
Gilbert F. Houngbo  
Président du  
Fonds international de développement agricole (FIDA)

Siège du FIDA,  
Rome, Italie  
22 juillet 2020

Merci beaucoup Kyle,

Bienvenue à tous, Mesdames et Messieurs les délégués,

Excellences, chers collègues,

Dans les périodes extraordinaires, il faut des mesures d'une nature inhabituelle. Et la réunion d'aujourd'hui est certes inhabituelle. Il s'agit en fait de la deuxième partie d'une session de reconstitution des ressources qui a débuté en juin.

Dans cette optique, permettez-moi de planter le décor de nos délibérations des deux prochains jours.

Il est clair que le résultat de ces consultations reflétera, directement ou indirectement, l'importance que nous accordons au FIDA et à son action.

La pandémie oblige les États à porter leur attention sur les affaires intérieures. La réponse d'urgence est coûteuse, et les perspectives économiques mondiales inquiétantes.

Mais aujourd'hui plus que jamais, nous devons renforcer notre appui à ceux qui souffrent le plus de la pauvreté et de la faim dans le monde.

La pauvreté et la faim provoquent le désespoir. Elles alimentent les conflits, les migrations et l'instabilité.

La prospérité, la durabilité et la résilience à long terme dépendent de la capacité de traiter les causes profondes.

Le FIDA se distingue par le fait que tous ses investissements sont destinés aux zones rurales où vivent les plus pauvres et les plus marginalisés.

L'année dernière, notre action a touché 115 millions de ruraux pauvres dans 97 pays. Plus de la moitié d'entre eux étaient des femmes.

La même année, selon leurs propres rapports:

- l'Association internationale de développement est venue en aide à 4,4 millions d'agriculteurs, dont un quart de femmes;
- la Banque africaine de développement est venue en aide à 9 millions d'agriculteurs, dont 47% de femmes;
- et la Banque asiatique de développement a fait des investissements en faveur de 6,6 millions de ruraux.

Nous allons discuter du scénario de financement le plus approprié pour FIDA12.

Je voudrais rappeler les variables clés qui sont les pièces du puzzle que nous devons assembler, outre le consensus auquel nous devons parvenir sur le processus de transition/reclassement. Concernant cette question, le président indépendant convoque la première réunion du groupe spécial lundi.

- a. Il est impératif que notre appui financier aux pays pouvant prétendre aux conditions du Cadre pour la soutenabilité de la dette soit au moins maintenu au niveau de quelque 600 millions d'USD, qui était celui de FIDA11. Nous tiendrons aussi compte de l'augmentation possible du nombre de pays pouvant prétendre aux conditions du Cadre pour la soutenabilité de la dette, notamment en raison des incidences de la COVID-19.
- b. Nous maintiendrons la décision prise par le Conseil d'administration en décembre 2019, à savoir que le Cadre pour la soutenabilité de la dette sera lié à un paiement initial.
- c. On comprendra aisément pourquoi le montant absolu de notre appui financier aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure peut sembler plus élevé que le montant octroyé aux pays à faible revenu, dans tous les scénarios. Cela s'explique par le fait que nous comptons 27 pays à faible revenu et 35 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, dont des pays fortement peuplés comme l'Inde, le Nigéria, le Bangladesh ou encore le Pakistan.
- d. Mais il est important de garder à l'esprit que l'appui par habitant est plus élevé pour les pays à faible revenu. Dans les scénarios D et E, l'appui aux pays à faible revenu est estimé entre 3,6 et 4 USD par habitant, contre 1 à 1,17 USD pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.
- e. La probité financière, la viabilité financière et la responsabilité fiscale restent la pierre angulaire de notre appui aux États membres.
- f. Je suis sûr que vous conviendrez avec moi, au vu des nombreux rappels formulés dans les rapports sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde de ces dernières années concernant le niveau omniprésent de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition – et aussi dans le contexte des incidences négatives de la COVID-19 –, que nous devons unir tous nos efforts pour assurer un programme de prêts et dons résolument plus volumineux.

Pour toutes ces raisons, nous pensons qu'il est tout à fait sensé d'abandonner les options A, B et C, et d'axer nos délibérations sur les options D et E.

Rappelons qu'en fait, si le financement de base reste le même ou n'augmente que légèrement, le volume des fonds octroyés aux pays à faible revenu – en particulier ceux qui sont en situation de surendettement – diminuera. Nous ne pouvons pas laisser un tel scénario se produire si nous voulons rester fidèles à notre raison d'être.

La seule façon, pour le FIDA, d'accroître son appui aux pays à faible revenu est d'augmenter nos ressources au niveau du scénario le plus élevé, soit 1,7 milliard d'USD. C'est notre option E.

Si le FIDA n'intensifie pas sa présence dans les zones rurales des pays à faible revenu, qui le fera?

Partout, on nous demande nos services.

Par exemple, dans le domaine de l'action environnementale et climatique – en plus et en complément de l'ASAP+ –, nous nous associerons à l'initiative Grande Muraille verte et à l'Initiative Durabilité, stabilité et sécurité (Initiative 3S). Nos discussions avec le Fonds vert pour le climat sur le relèvement de notre niveau d'accréditation sont bien avancées.

La vérification préalable de nos premiers investissements dans le secteur privé est également bien avancée.

Je sais que demander aux États membres de soutenir l'option E peut sembler énorme, surtout dans la situation économique actuelle. Mais je voudrais rappeler le contexte. En moyenne, les allocations en faveur de l'agriculture provenant de l'aide publique au développement de nos principaux bailleurs de fonds ne représentent que 2%. De ce montant, le FIDA ne reçoit que 0,2%.

Permettez-moi de le répéter – ce sera un échec si la présente reconstitution conduit de facto à un glissement des pays à faible revenu aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en raison d'un niveau insuffisant de fonds octroyés aux pays remplissant les critères fixés au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette.

Pour continuer, je voudrais appeler toutes les parties prenantes à la collaboration, au compromis et à la confiance afin que nous puissions parvenir à un consensus sur les différents fronts du processus.

Chers collègues,

J'ai maintenant le plaisir et l'honneur de vous présenter les deux envoyés spéciaux du FIDA pour FIDA12. Pour beaucoup d'entre nous ici, ce sont des partenaires et des amis de longue date.

H.E. M. Olusegun Obasanjo – "Baba", ancien Président du Nigéria et Président du Prix africain de l'alimentation. L'un des pères fondateurs du FIDA, il est connu pour son dévouement à la cause de la sécurité alimentaire, de l'agroentrepreneuriat et de l'investissement rural. Il est bien sûr aussi connu pour sa vision d'un développement africain novateur, illustrée par la création du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, et son appui à la création de la Grande Muraille verte.

M. Hailemariam Desalegn, ancien Premier Ministre éthiopien et actuel président de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, a toujours été un fervent défenseur de l'agriculture et du développement. Depuis qu'il a quitté le pouvoir, il a continué de collaborer avec le Gouvernement et ses partenaires pour favoriser la transformation socioéconomique non seulement de l'Éthiopie, mais aussi de toute l'Afrique.

Le FIDA a le privilège de compter sur ces deux importants leaders mondiaux pour la Douzième reconstitution des ressources.

Enfin, je voudrais saluer la présence parmi nous à la séance de ce jour de Mme Josefa Sacko, qui est là en qualité d'observatrice. Mme Sacko, Commissaire de l'Union africaine pour l'économie rurale et l'agriculture, siège à la demande expresse du Président de la Commission de l'Union africaine.

Je vous remercie de votre attention.